

Chantal Jouanno sur le Grand débat national : "Ils ont confondu débat public et campagne électorale"



La présidente de la commission nationale du débat public s'est confiée à la rédaction de Challenges. Chantal Jouanno dévoile pourquoi elle a refusé de se porter garante du Grand débat national et critique l'attitude du président de la République Emmanuel Macron et du gouvernement.

Avec Atlantico
Rédaction

Chantal Jouanno porte un regard très critique au sujet du Grand débat national et sur l'attitude d'Emmanuel Macron dans une nouvelle interview publiée ce jeudi. Alors qu'elle occupe la fonction de présidente de la commission nationale du débat public (CNDP), Chantal Jouanno s'était retirée de l'organisation du Grand débat après les révélations sur son salaire. Elle a évoqué une nouvelle fois cette polémique [dans les colonnes de Challenges](#) :

"Je suis devenue le symbole de l'injustice sociale. Et ne pouvais donc plus rester la garante du Grand débat national, dont le ferment était précisément l'injustice sociale. (...) Mon retrait n'empêchait pas la CNDP de faire le job, mais sans moi".

La présidente de la CNDP a violemment critiqué le processus mis en place par l'exécutif dans le cadre de cet entretien à *Challenges*, paru ce jeudi :

"Ce qu'Emmanuel Macron et le gouvernement ont organisé, ce n'est pas un débat public, mais une opération de communication politique (...) Ils ont confondu débat public et campagne électorale. Écouter, cela n'est pas convaincre. Ni faire de la pédagogie".

Chantal Jouanno dévoile dans le cadre de cet entretien que Jean-Louis Borloo l'avait mis en garde lorsqu'Edouard Philippe lui avait confié la mission de préparer le Grand débat national.

"Il était très réservé et m'a conseillé de fuir si ça sentait le rousé".

Selon Chantal Jouanno, la commission nationale du débat public n'aurait pas pu assumer cette mission à cause des règles strictes.

"L'exécutif voulait pouvoir relire et corriger le rapport final".

La présidente de la commission avait alerté l'exécutif sur la nécessité de se soumettre à des règles en matière de transparence, d'équilibre de la parole des citoyens et d'équité dans le cadre du Grand débat.

Les prochaines étapes du Grand débat national doivent se traduire par des actes de la part de l'exécutif comme le précise le site officiel du Grand débat :

"Toutes les contributions seront remontées pour permettre une analyse approfondie à la fois quantitative et qualitative et ainsi nourrir

une restitution placée sous le contrôle et la responsabilité de garants. Elles permettront de forger un nouveau pacte économique, social et environnemental et de structurer l'action du Gouvernement et du Parlement dans les prochains mois".

Beaucoup de citoyens craignent que les réponses apportées à l'issue du Grand débat national ne répondent pas aux attentes des Gilets jaunes, à la crise et au malaise du pays depuis 18 semaines.